

II- Les relations extérieures du Québec

Manon Tessier

Volume 30, numéro 1, 1999

La politique extérieure du Japon : au-delà du réalisme ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703997ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703997ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Tessier, M. (1999). II- Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 30(1), 131–136. <https://doi.org/10.7202/703997ar>

11 novembre : Le ministre des Ressources naturelles du Canada et ministre responsable de la Commission canadienne du blé, M. Ralph Goodale, rencontre son vis-à-vis argentin, Me Gumersindo Alonso, à Buenos Aires, pour discuter de questions liées aux secteurs de la foresterie et de l'agriculture. (Agriculture et Agroalimentaire Canada, *Communiqué*, 11 novembre 1998).

14 novembre : La ministre de l'Environnement, Mme Christine Stewart, se déclare satisfaite du Plan d'action de Buenos Aires sur les changements climatiques au sujet duquel 180 pays se sont entendus. La ministre a elle-même participé aux négociations qui ont mené à cet accord (Environnement Canada, *Communiqué*, 14 novembre 1998; *The Globe and Mail*, 5 novembre 1998, p. A13).

4 et 5 décembre : Le secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), M. David Kilgour, en visite à Mexico, s'entretient de politique étrangère avec des représentants du gouvernement mexicain et prend la parole devant l'Organisation mondiale des personnes handicapées (MAECI, *Communiqué n° 281*, 3 décembre 1998).

Nominations diplomatiques et autres

6 octobre : On apprend les nominations de M. Michael Phillips comme consul général du Canada à New York avec accréditation simultanée comme commissaire du Canada aux Bermudes et de M. Ian McLean comme ministre à Paris, avec accréditation simultanée comme consul général du Canada à Monaco. (MAECI, *Communiqué n° 234*, 6 octobre 1998).

9 décembre : Le Canada nomme M. Kent Jespersen au poste de président du Forum des gens d'affaires des Amériques. (MAECI, *Communiqué n° 289*, 9 décembre 1998).

II – Les relations extérieures du Québec

(octobre à décembre 1998)

A — Aperçu général

Des élections générales tenues le 30 novembre reportaient au pouvoir le Parti québécois de M. Lucien Bouchard qui, avec l'élection de 75 députés, formait le Gouvernement alors que le Parti libéral du Québec de M. Jean Charest, avec 48 députés, demeurait l'opposition officielle et que l'Action démocratique de Mario Dumont conservait le seul siège qu'elle occupait déjà à l'Assemblée nationale. En termes de suffrages exprimés, le Parti québécois recueillait 42,71 % du vote contre 43,70 % pour le PLQ et 11,78 % pour l'ADQ. Lors de son discours célébrant l'obtention de son deuxième mandat consécutif, le premier ministre Bouchard a indiqué son intention de poursuivre les

réformes entreprises, notamment dans les secteurs de la Santé et de l'Éducation, ainsi que les efforts investis dans la création d'emploi et l'équilibre budgétaire. M. Bouchard a également précisé qu'il continuera sa politique active d'attraction des investissements et des partenariats économiques avec les États-Unis, la France et les pays des Amériques.

La composition du nouveau gouvernement péquiste était connue le 15 décembre¹. Le ministère des Relations internationales et le dossier de la Francophonie étaient placés sous la responsabilité de Mme Louise Beaudoin, ministre de la Culture et des Communications dans l'ancien Cabinet Bouchard et ancienne déléguée générale du Québec à Paris durant les années quatre-vingt. Elle remplace M. Sylvain Simard, qui redevenait simple député. Le vice-premier ministre, M. Bernard Landry, conservait ses fonctions de ministre de l'Industrie et du Commerce dans lesquelles il sera secondé, au poste de ministre délégué à l'Industrie et au Commerce, par M. Guy Julien. Quant au portefeuille des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, il était confié à M. Robert Perreault qui succède à M. André Boisclair.

La campagne électorale couvrant les deux premiers mois du trimestre, l'activité internationale du Québec se déroulait essentiellement durant le mois de décembre avec, pour point culminant, la visite officielle au Québec du Premier ministre français, Lionel Jospin.

B — Les politiques économiques et commerciales

À la mi-octobre, le Québec appuyait la décision de la France de se retirer des négociations de l'Accord multilatéral d'investissement (AMI) et enjoignait le gouvernement canadien de se retirer lui aussi de ces pourparlers ou, à tout le moins, de faire des pressions pour que les négociations de l'AMI soient reprises sur de nouvelles bases². Le Québec réitérait sa position alors qu'il considère la tribune universelle que constitue l'Organisation mondiale du commerce (OMC) plus appropriée pour ce genre de négociations que celle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les négociations dans le cadre de l'OCDE aboutissaient finalement à une impasse en décembre de sorte que le dossier de l'AMI sera réexaminé sous l'égide de l'OMC, conformément aux attentes du Québec.

C — Les politiques d'immigration

Le bilan des politiques d'immigration au Québec pour l'année 1998 était rendu public le 9 octobre³. On y apprenait, qu'en raison d'une baisse moins significative au Québec qu'ailleurs au Canada dans la catégorie des gens d'affaires en provenance de l'Asie, le Québec réussira à atteindre ses objectifs

1. Voir *Le Devoir*, 16 décembre 1998, p. A2.

2. Ministère des Relations internationales, *Communiqué*, 15 octobre 1998.

3. Cabinet du ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, *Communiqué*, 9 octobre 1998; *Le Devoir*, 11 octobre 1998, p. A11.

d'immigration fixés à 15 000 arrivants en 1998. Une augmentation de la clientèle des travailleurs immigrants, qui passe de 9 100 à 9 400 personnes, constitue le deuxième facteur qui permettra au gouvernement québécois de maintenir ses objectifs d'immigration. Dans la catégorie des réfugiés, le Québec devrait accueillir moins de 2 000 personnes, un niveau en chute constante depuis 1994 en raison d'une diminution dans le taux de reconnaissance du statut de réfugié par le gouvernement canadien. Le gouvernement québécois se réjouissait par ailleurs de voir le pourcentage des immigrants admis, sélectionnés sous sa responsabilité, passer à 57 %, comparativement à 50 % en 1997, et la proportion d'immigrants connaissant le Français au moment de leur admission, élever à 39 % en 1998.

D — Les politiques d'aide humanitaire

Le gouvernement québécois, par l'entremise de son Secrétariat à l'aide internationale, versait, en octobre, 50 000 \$ à une opération d'intervention d'OXFAM-Québec au Soudan pour soulager les victimes de la famine dans ce pays⁴. Il accordait également en novembre une contribution de 100 000 \$ pour les victimes de l'ouragan Mitch au Honduras et au Nicaragua, en Amérique centrale⁵.

E — Le Québec et l'espace européen

1 — La France

La préparation de l'événement « le printemps du Québec en France » qui aura lieu durant les mois de mars à juin 1999 allait bon train, ce trimestre. Rappelons que cette activité est destinée à mettre en évidence les expressions artistiques, scientifiques, technologiques et économiques du Québec à l'étranger. La ministre française de la Culture et des Communications, Mme Catherine Trautmann, effectuait d'ailleurs, les 12 et 13 octobre, une visite consacrée au peaufinage de ce dossier et à celui du renforcement des partenariats franco-québécois dans les domaines de la culture et de l'autoroute de l'information. L'essentiel de la programmation de cette saison du Québec en France — dont le Commissaire sera Robert Lepage — était rendu public durant cette visite. Il était également confirmé, lors du trimestre, que le Printemps du Québec sera inauguré en mars à Paris par les Premiers ministres français et québécois⁶. D'autre part, toujours en octobre, la ministre de l'Éducation, Mme Pauline Marois, se rendait en France accompagnée d'une délégation représentant des universités, des associations d'enseignants et des étudiants. Elle prenait alors part à un colloque de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur et rencontrait ses homologues français, M. Claude Allègre et Mme Ségolène Royal⁷.

4. Ministère des Relations internationales, *Communiqué*, 19 octobre 1998.

5. Ministère des Relations internationales, *Communiqué*, 3 novembre 1998.

6. *Lettre du Québec*, vol. 12, n° 2, novembre 1998, pp. 1 et 6.

7. *Lettre du Québec*, vol. 12, n° 2, novembre 1998, pp. 1 et 2.

Un autre fait marquant de ce trimestre en matière de relations franco-québécoises se produisait en décembre avec la visite officielle du Premier ministre français au Québec et au Canada. La portion québécoise de la visite de M. Jospin qui s'inscrit dans le cadre des visites annuelles alternées entre Premiers ministres français et québécois se déroulait à Montréal et Québec, du 17 au 19 décembre, et M. Jospin était accompagné de plusieurs ministres, parlementaires et chefs d'entreprises⁸. Durant cette visite, les Premiers ministres de la France et du Québec définissaient les priorités de la coopération France-Québec pour la prochaine année, à savoir : 1) innovation technologique et passage à l'économie du savoir, 2) intensification des échanges économiques et commerciaux, 3) coopération institutionnelle, 4) dialogue accru sur les réformes des politiques, 5) cap sur la formation professionnelle des étudiants et 6) insertion des jeunes travailleurs. De plus, afin d'accélérer le passage des deux sociétés à l'économie du savoir, MM. Jospin et Bouchard convenaient de créer un Fonds de 20 millions \$ pour soutenir la mise au point de procédés et de services novateurs. Les deux Premiers ministres eurent l'occasion, au cours d'un dîner officiel, de réitérer la nature particulière des liens unissant la France et le Québec ainsi que leur intérêt pour la protection de la diversité culturelle, thème que M. Jospin avait également abordé dans la portion canadienne de son voyage.

En plus de ses séances de travail avec son homologue, M. Jospin participait à une série d'activités à caractère économique destinées à accroître les échanges économiques et commerciaux entre le Québec et la France. Il prononçait ainsi un discours devant des gens d'affaires et rencontrait des jeunes travaillant dans le secteur des technologies de l'information. Les accords commerciaux signés lors de cette visite devraient déboucher sur des investissements de 180 millions \$ et une bourse de 100 000 \$ sera décernée à des projets franco-québécois favorisant l'innovation technologique. Le volet politique de la visite de M. Jospin comportait aussi des rencontres avec le Président de l'Assemblée nationale, le chef de l'opposition officielle et les maires de Montréal et de Québec.

2 – L'Irlande

Dans le cadre d'une visite d'État au Canada du 2 au 14 octobre, la Présidente de l'Irlande, Mme Mary McAleese, était de passage à Montréal, le 7 octobre, et à Québec, le 11 octobre⁹. Elle rencontra des hauts représentants du gouvernement québécois dont le premier ministre Bouchard, des groupes de gens d'affaires et des membres de la communauté irlandaise implantée au Québec. Mme McAleese participa de plus à plusieurs activités culturelles.

8. Ministère des Relations internationales, *Communiqués*, 11 décembre 1998, 16 décembre 1998 et 19 décembre 1998; *Le Devoir*, 20 décembre 1998, pp. A1-A12 et 21 décembre 1998, p. A2; *The Globe and Mail*, 19 décembre 1998, p. A6.

9. Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 7 octobre 1998.

3 – La République du Tatarstan

Le premier ministre du Tatarstan, M. Rustam Minnikhanov, pilotait à la fin d'octobre une mission commerciale d'une vingtaine de personnes au Québec¹⁰. Cette visite à caractère économique s'inscrit dans la foulée du passage du ministre d'État des Ressources naturelles dans cette république en mai dernier et de l'invitation qu'il avait alors lancée, au nom du premier ministre Bouchard, de recevoir une délégation tatare. Cette mission a été marquée par la signature d'une entente de coopération économique, commerciale, scientifique, technologique et culturelle tandis que deux ententes commerciales ont été officialisées. De même, le procès-verbal de la première réunion du Fonds d'investissement Québec-Tatarstan a été officiellement déposé. La tenue de plusieurs tables rondes consacrées aux domaines de l'énergie, de la construction et de la santé, des visites industrielles ainsi qu'une cérémonie protocolaire pour la remise d'un certificat de désignation toponymique ont complété cette mission commerciale.

F — Le Québec et l'Amérique latine

Le gouvernement du Québec et l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE) signaient le 20 novembre une entente de coopération énergétique visant à promouvoir des projets de production hydroélectrique, de transport d'électricité et d'efficacité énergétique en Amérique latine¹¹. Cette entente a été signée à l'occasion de la 29^e rencontre annuelle de l'OLADE qui avait lieu à Saint-Domingue, en République Dominicaine. La mise en œuvre de ce programme de coopération se fera par le biais de deux codirecteurs dont un représentant du gouvernement du Québec qui sera en poste au Secrétariat permanent de l'OLADE à Quito, en Équateur.

G — Chronologie thématique*

Suivi de la Mission Québec en Chine

Début octobre :

Près d'un an après avoir accueilli le Premier ministre du Québec, les autorités chinoises reçoivent une délégation formée de gens d'affaires et de hauts fonctionnaires québécois qui visite Dalian, Shenyang et Shanghai. Selon des données recueillies par le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie et rendues publiques à cette occasion, les exportations québécoises vers la Chine devraient atteindre 400 millions \$ en 1998, 95 % des contrats signés lors du passage de

10. Ministère des Relations internationales, *Communiqués*, 19 octobre 1998, 21 octobre 1998 et 23 octobre 1998; Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, *Communiqué*, 23 octobre 1998.

11. Ministère des Ressources naturelles, *Communiqué*, 7 décembre 1998.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

Mission Québec en novembre 1997 sont actuellement en voie de réalisation et plus de la moitié des ententes se sont déjà muées en contrats fermes. (*Le Devoir*, 15 octobre 1998, p. B2; *Le Soleil*, 14 octobre 1998, cité par *L'Argus*, 14 octobre 1998, p. A17; *La Presse*, 15 octobre 1998, cité par *L'Argus*, 13 octobre 1998, pp. A29-A31).

Le Québec et la protection du patrimoine environnemental

23 octobre :

Le ministre de l'Environnement et son collègue des Relations internationales annoncent la désignation des terres humides du Lac St-Pierre comme site RAMSAR, du nom de la Convention relative aux zones humides d'importance internationale adoptée en 1970. La candidature du site québécois avait été déposée en août 1997. (Environnement et Faune Québec, *Communiqué de presse*, 23 octobre 1998).

Le Québec et le Bénin

29 octobre :

Le Secrétaire permanent de la Fondation de l'entrepreneurship du Bénin et directeur de la Place du Québec à Cotonou, M. Pierre Dovonou, est au Québec pour discuter d'entrepreneuriat et faire état de la situation de la Place Québec créée il y a deux ans. (Ministère des Relations internationales, *Communiqué*, 29 octobre 1998).

Les politiques sociales du Québec à l'ONU

Fin novembre :

Un comité de l'ONU consacré aux droits économiques, sociaux et culturels se penche sur les politiques sociales au Canada et au Québec et rend public un rapport plutôt critique sur les pratiques canadiennes et québécoises en ce domaine. La ministre de la Solidarité du Québec, Mme Louise Harel, rejette les conclusions de ce rapport qui, selon elle, n'a pas pris en compte tous les aspects de la réforme de l'aide sociale mise en place l'an dernier au Québec. (*Le Devoir*, 17 novembre 1998, p. A7 et 8 décembre 1998, p. A4).